

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/GEN/676

31 mars 2006

(06-1484)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais

MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD SPS

Renseignements en vue de l'atelier du 31 mars 2006

Communication présentée par le Bangladesh

La communication ci-après, reçue le 30 mars 2006, est distribuée à la demande de la délégation du Bangladesh.

1. En vue de l'Atelier sur la mise en œuvre de l'Accord SPS, les Membres ont été invités à fournir des renseignements sur leurs expériences concernant les questions qui y seront examinées.

Question n° 1: Avec quelle régularité les représentants de votre pays participent-ils aux réunions du Comité SPS?

2. Les représentants du Bangladesh participent régulièrement aux réunions du Comité SPS.

Question n° 2: Qui y participe habituellement? (des experts en poste dans votre capitale? des représentants basés à Genève?)

3. Ce sont habituellement des fonctionnaires du Ministère du commerce ou un fonctionnaire de la Mission permanente du Bangladesh à Genève qui participent aux réunions.

4. Les questions bilatérales et multilatérales liées au commerce sont coordonnées directement par le Ministère du commerce, et les questions SPS sont traitées par les différents ministères chargés du développement, tels le Ministère de la pêche et de l'élevage, le Ministère de l'agriculture, le Ministère de l'environnement et de la forêt, le Ministère de l'industrie, etc. Selon les questions examinées, des représentants de différents ministères peuvent être amenés à participer aux réunions du Comité SPS. Comme la crevette est le deuxième produit d'exportation du Bangladesh et que les questions sanitaires dépendent directement du Ministère de la pêche et de l'élevage, des fonctionnaires de ce ministère ont été désignés par le Ministère du commerce pour participer à ces réunions.

Question n° 3: Quels renseignements recevez-vous au sujet des réunions du Comité SPS et comment les recevez-vous?

5. Le Ministère du commerce reçoit les renseignements au sujet des réunions du Comité SPS par l'intermédiaire de la mission à Genève, et les transmet aux autres ministères concernés. Les renseignements sont également portés à la connaissance des personnes intéressées dans le cadre de séminaires et de réunions organisés à l'échelon local par différents ministères et organisations, ainsi que par courrier électronique, par le site Web de l'OMC, par les publications et les bulletins d'information, etc.

Question n° 4: Votre pays possède-t-il un comité SPS national?

6. Depuis 2002, il existe un Comité national consultatif qui, sous la direction du Ministère du commerce, traite des questions relatives à l'OMC. Les secrétaires du Ministère du commerce, du Ministère des affaires étrangères, du Ministère de la pêche et de l'élevage, du Ministère de l'agriculture, du Ministère de l'environnement et de la forêt et du Ministère de l'industrie, les présidents de la Direction nationale des recettes publiques et de la Commission tarifaire du Bangladesh, le vice-président du Bureau de promotion des exportations et toutes les parties prenantes (qui sont directement intéressées par les questions SPS) des différents ministères sont membres de ce comité. Le directeur général de la cellule "OMC" du Ministère du commerce est le secrétaire de ce comité.

7. Le Comité consultatif national est appuyé par cinq groupes de travail qui travaillent sur les Accords et les règles de l'OMC. Un plan d'action et une stratégie structurent les travaux de ces groupes. Le groupe de travail 3, qui est dirigé par le co-secrétaire du Ministère de l'agriculture, est directement chargé de l'Accord SPS, de l'Accord sur l'agriculture et de l'Accord sur les ADPIC (aspects liés à l'agriculture).

Question n° 5: Comment les exportateurs de votre pays sont-ils informés des nouvelles prescriptions SPS des partenaires commerciaux?

8. Les exportateurs sont informés des nouvelles prescriptions SPS des partenaires commerciaux par l'intermédiaire du Ministère du commerce et des autres ministères intéressés mentionnés précédemment. Ils en prennent aussi connaissance par Internet ou en participant à des séminaires ou des programmes de formation organisés à l'échelon local. De plus, les exportateurs sont toujours tenus au courant des prescriptions de leurs partenaires commerciaux par Internet ou par les échanges directs qu'ils ont avec eux.

Question n° 6: Quels sont les mécanismes nationaux qui peuvent être établis pour faire en sorte que les parties prenantes soient informées en temps utile des nouvelles prescriptions SPS, de façon que les prescriptions SPS des partenaires commerciaux puissent être évaluées et que les vues des parties prenantes pertinentes puissent être prises en compte dans les réponses aux notifications SPS?

9. Les organismes d'exécution relevant du Ministère de la pêche et de l'élevage (Département de la pêche et Département de l'élevage), du Ministère de l'agriculture, du Ministère de l'environnement et de la forêt et du Ministère de l'industrie sont responsables de l'application des mesures SPS dans le secteur de l'agriculture et ses sous-secteurs (pêche et élevage); des questions se rapportant aux végétaux et à l'environnement; de l'innocuité et de la qualité des produits alimentaires. La plupart des organismes d'exécution sont dotés de leurs propres services techniques et services de vulgarisation.

10. Les services techniques travaillent selon un programme qui les conduit sur le terrain pour informer les parties prenantes. Ils sont chargés d'apporter un appui technique et d'organiser des séminaires, des colloques, des ateliers et des programmes de formation sur les mesures SPS. Ils disposent d'une solide équipe de contrôle et de surveillance. Les services techniques ont mené ces activités durant toute l'année et ont déjà accompli des progrès remarquables.

11. Les services de vulgarisation travaillent au niveau des districts et des upazila. Il existe dans tous les districts et upazila des comités spéciaux chargés de l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires. Conformément à un plan établi à cet effet, les membres des comités se rendent sur le terrain afin de contrôler l'application des mesures. Pour assurer une planification, un contrôle et une supervision appropriés de toutes les activités relevant des services techniques et des services de vulgarisation, chaque ministère intéressé est doté d'un comité national.

12. De plus, le Département du génie sanitaire a lancé un "programme d'assainissement". Dans le cadre de ce programme, toutes les parties prenantes seront associées à un programme d'assainissement obligatoire d'ici à 2010. Ce programme contribue beaucoup à la promotion des questions SPS, et les personnes intéressées connaissent à présent les prescriptions dans ce domaine.

13. Au Bangladesh, l'introduction et la mise en œuvre de la méthode HACCP ont entraîné des changements considérables en ce qui concerne les mesures SPS relatives à l'innocuité et la qualité des produits alimentaires. Le Bangladesh produit aujourd'hui pour les consommateurs locaux et étrangers des aliments sains répondant aux normes d'hygiène.

Question n° 7: Comment les Membres peuvent-ils identifier les parties prenantes nationales pertinentes et promouvoir une interaction effective entre ces parties prenantes qui puisse être durable?

14. Dans chaque région, il existe une association enregistrée de parties prenantes nationales. Quiconque souhaite trouver l'une de ces parties prenantes peut le faire en s'adressant au comité exécutif de l'association. Les discussions, la formation et les séminaires ainsi que les contacts personnels avec les fonctionnaires sur le terrain ont permis de multiplier les interactions.

Question n° 8: Comment les renseignements concernant les prescriptions SPS peuvent-ils être transmis à des groupes extérieurs à l'administration nationale?

15. Ils sont diffusés dans le pays par l'intermédiaire des administrations locales, de la formation des employés du secteur public et privé, des campagnes de sensibilisation et d'information, des séminaires et des colloques.

Question n° 9: Les modalités de mise en œuvre de l'Accord SPS dans votre pays ont-elles été planifiées au niveau national? Dans l'affirmative, cette planification a-t-elle été élaborée au moyen d'une méthodologie particulière?

16. Le gouvernement du Bangladesh a pris un certain nombre d'initiatives pour appliquer les mesures SPS, à savoir:

- a) Mise à jour des règles et règlements existants concernant les mesures SPS. Par exemple, les règles relatives à l'inspection et au contrôle de qualité du poisson, qui datent de 1997, ont été modifiées en fonction des directives des CE. Les règles en matière de traçabilité, d'indication du pays d'origine dans l'étiquetage (COOL), d'éco-étiquetage et toutes les autres directives récentes ont été intégrées dans le règlement. De nouveaux règlements relatifs aux éclosiers, aux aliments pour poissons sont en cours d'élaboration;
- b) Modernisation des laboratoires existants;
- c) Création d'un bureau d'homologation des laboratoires;
- d) Formation d'une équipe chargée des évaluations et des vérifications par enquête auprès des supérieurs hiérarchiques dotée de pouvoirs importants;
- e) Mise au point d'une méthode de traçabilité des produits de l'agriculture et de l'aquaculture; et
- f) Évaluation des risques actuellement à l'examen.

17. Sous la direction du Ministère du commerce, le Comité national consultatif et cinq groupes de travail travaillent actuellement à l'application de l'Accord SPS. Chaque ministère chargé de questions SPS participe aux travaux de ces groupes. Chacun est en outre doté d'une stratégie qui lui est propre pour les aspects de l'application des mesures SPS le concernant.

Question n° 10: Comment votre pays identifie-t-il ses besoins en matière d'assistance technique?

18. Le pays identifie ses besoins en matière d'assistance technique sur la base des possibilités et des lacunes existantes.

Question n° 11: Quelle est l'expérience de votre pays en ce qui concerne tant la demande que l'offre d'assistance technique liée aux mesures SPS?

19. Il existe un projet financé par l'UE-ONUDI qui vise à renforcer les services d'inspection et de contrôle de la qualité du poisson du Bangladesh et qui est centré notamment sur les éléments ci-après:

- a) Modernisation des laboratoires existants pour assurer qu'il y ait un laboratoire d'essai approprié pour les poissons et les produits de la pêche;
- b) Assurance de qualité par la mise à jour des systèmes de contrôle existants;
- c) Élaboration de produits à valeur ajoutée;
- d) Mise en valeur des ressources humaines: méthode HACCP, formation, promotion des femmes, voyage d'études, réunion consultative, visites, suivi et évaluation;
- e) Perfectionnement des cadres; et
- f) Recherches et enquêtes.

20. Le Bangladesh a demandé aux Communautés européennes de lui apporter une aide technique et financière accrue, principalement dans le secteur de la pêche et de l'élevage. Les Communautés européennes vont organiser un programme de formation à l'intention du personnel technique en France et en Indonésie.
